



La contre-réforme Macron des retraites est une déclaration de guerre contre la totalité du prolétariat.

POUR ARRACHER SON RETRAIT, IL FAUT IMPOSER AUX DIRECTIONS SYNDICALES :

- **QU'ELLES SE PRONONCENT POUR LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DE LA CONTRE RÉFORME**
- **QU'ELLES ROMPENT TOUTE DISCUSSION AVEC LE GOUVERNEMENT**
- **QU'ELLES APPELLENT À LA MANIFESTATION DE CENTAINES DE MILLIERS
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE À L'OUVERTURE DE LA DISCUSSION PARLEMENTAIRE**

Retrait pur et simple de la contre-réforme !

Les organisations syndicales qui appellent dans un communiqué intersyndical à une « journée de grèves et de manifestations » le 19 janvier indiquent : « *Cette réforme va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleurs et travailleuses* ». C'est incontestable. La contre-réforme Macron retarde l'âge légal de deux ans pour tous les travailleurs à 64 ans. Elle accélère le calendrier de passage à 43 annuités pour une pension complète. Elle liquide totalement les régimes spéciaux. Elle augmente de deux ans aussi les annuités nécessaires pour les catégories actives de la Fonction Publique.

Il faut arracher le retrait de la contre-réforme, parce qu'elle est un coup violent contre notre droit à la retraite. Il faut aussi arracher son retrait parce que si Macron parvient à la faire passer et à remporter ainsi une victoire politique considérable, la voie est ouverte pour lui à l'avalanche de contre-réformes qu'il projette. C'est le cas par exemple de la liquidation du droit de grève dans les transports à travers l'instauration d'un « service minimum » qu'il a déjà annoncé. L'enjeu est donc décisif.

La seule question qui se pose est donc la suivante : comment défaire Macron et imposer le retrait ? Et ce qui est déterminant, c'est la position des directions syndicales. Leur responsabilité est totalement engagée.

Rupture immédiate de la concertation avec le gouvernement

À cet égard, une question se pose : pourquoi le communiqué intersyndical ne formule-t-il pas l'exigence du **retrait pur et simple de la contre-réforme** ? La réponse se trouve par exemple dans la prise de position de la CFDT (Syndicalisme Hebdo) : « *nous n'avons pas d'autre choix que de la réussir [la mobilisation du 19 janvier 2023, ndlr] si l'on souhaite se faire entendre dans les débats à venir !* ». Autrement dit, le but du 19... c'est de continuer la concertation avec le gouvernement. Or, c'est précisément appuyé sur les trois mois et demi de concertations bien huilées, depuis octobre que celui-ci est en mesure aujourd'hui d'annoncer la contre-réforme dans sa version la plus violente.

Pour financer les retraites des travailleurs, il faut que soient annulés les milliards d'exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons

Le communiqué intersyndical déclare : « *Le système de retraites par répartition n'est pas en danger, rien ne justifie une réforme aussi brutale. Attachées à un meilleur partage des richesses, les organisations syndicales n'ont eu de cesse pendant la concertation avec le Gouvernement de proposer d'autres solutions de financement* »

Qu'est-ce à dire ? Pour la bourgeoisie française, pour le capital financier dont Macron est le représentant politique tout justifie au contraire « *une réforme aussi brutale* ». Depuis des décennies, les gouvernements bourgeois n'ont cessé de multiplier les exonérations de cotisations sociales par dizaines de milliards pour les patrons : les milliards ainsi volés aux travailleurs servent à abreuver les capitalistes. Le gouvernement vole au secours de la bourgeoisie française chaque jour davantage réduite à la portion

congrue face à ses concurrentes sur le marché mondial.

Le rôle des organisations syndicales est de se déterminer sur la seule base des intérêts ouvriers, sûrement pas selon des considérations sur l' « *équilibre du système* ». Que les capitalistes restituent ces milliards ! Que les exonérations soient immédiatement annulées ! Telle est la seule réponse ouvrière à la question du financement !

On ne peut vaincre le gouvernement par les journées d'action saute-mouton et les grèves « reconductibles » boîte par boîte

Le communiqué intersyndical dit aussi : « *c'est cette date syndicale qui donne le départ d'une puissante mobilisation sur les retraites dans la durée.* ».

Mais les travailleurs ont de la mémoire. Ils ont expérimenté en 2003, 2007, 2010 que la tactique des journées d'action saute-mouton avec manifestations décentralisées jusqu'à épuisement des travailleurs (« *dans la durée* ») ne pouvait conduire qu'à l'échec. Ils l'ont expérimenté encore en 2019-2020 où, rappelons-le, la réforme avait été adoptée en première lecture à l'Assemblée Nationale, et la victoire du gouvernement actée. Si le premier ministre E. Philippe avait décidé d'y renoncer, c'est à la demande du Medef, dans le contexte de pandémie. Pour faire passer alors les mesures de licenciements, de chômage partiel imposé, de diminution brutale des salaires, gouvernement et patronat avaient besoin d'une « union nationale » et de la collaboration des directions syndicales.

Pour vaincre Macron et lui imposer le retrait de sa réforme, il faut l'affronter.
Il faut imposer que les directions syndicales appellent
à la manifestation centrale à l'Assemblée
à l'ouverture de la discussion parlementaire début février

Pour gagner, il faut d'abord imposer aux directions syndicales qu'elles se prononcent pour le retrait pur et simple de la contre-réforme.

Il faut donc que les directions syndicales rompent toute discussion sur la réforme, amendée ou non.

On ne peut gagner par des manifestations faisant inlassablement le tour des différentes villes du pays. Il faut centraliser la force du prolétariat et de la jeunesse là où les lois se décident et se votent : à l'Assemblée Nationale.

C'est ce qu'il faut imposer aux directions syndicales en multipliant les prises de positions syndicales dans ce sens, les délégations aux sièges des syndicats !

Une défaite de Macron Borne poserait immédiatement la question d'en finir avec le gouvernement Macron Borne et de lui substituer un gouvernement des organisations ouvrières unies. De ce gouvernement, les travailleurs exigeraient satisfaction des revendications. Aucune revendication ne peut être durablement satisfaite sans en finir avec la propriété privée des moyens de production. L'appropriation par la classe ouvrière des moyens de production est le seul moyen de satisfaire les besoins sociaux, d'en finir avec les attaques contre la santé, l'école, de garantir le pouvoir d'achat des travailleurs miné par l'inflation. Elle suppose la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, et à l'échelle de l'Europe l'édification des États Unis Socialistes. Tels sont les objectifs pour lesquels milite le Groupe pour la Construction du Parti Ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière révolutionnaire.



Prenez contact !

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.f